Considérant que, dans la Déclaration et le Programme d'action de Vienne adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme le 25 juin 1993¹⁸⁹, tous les États sur les instamment priés de garantir la protection des droits fondamentaux de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille,

Soulignant qu'il importe de créer et de développer les conditions voulues pour qu'une harmonie et une tolérance plus grandes s'instaurent entre les travailleurs migrants et le reste de la société de l'État où ils résident, afin d'éliminer les manifestations croissantes de racisme et de xénophobie auxquelles ces travailleurs sont en butte dans de nombreux pays, de la part de particuliers ou de groupes, dans certains secteurs de la société,

Rappelant sa résolution 45/158 du 18 décembre 1990, sanctionnant l'adoption et l'ouverture à la signature, à la ratification ou à l'adhésion de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille,

Ayant à l'esprit que dans la Déclaration et le Programme d'action de Vienne les États sont invités à envisager de signer et de ratifier la Convention le plus tôt possible,

Rappelant que dans sa résolution 50/169 du 22 décembre 1995 elle a prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante et unième session, un rapport sur l'état de la Convention,

1. *Se déclare vivement préoccupée* par les manifestations croissantes de racisme, de xénophobie et d'autres formes de discrimination et de traitement inhumain ou dégradant auxquelles les travailleurs migrants sont en butte dans diverses régions du monde;

2. *Se félicite* qu'un certain nombre d'États Membres aient signé ou ratifié la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille ou y aient adhéré;

3. *Engage* tous les États Membres à envisager de signer et de ratifier la Convention ou d'y adhérer, à titre prioritaire, et exprime l'espoir que cet instrument entrera bientôt en vigueur;

4. *Prie* le Secrétaire général de fournir tous les moyens et l'aide nécessaires pour assurer la promotion de la Convention, au moyen de la Campagne mondiale d'information sur les droits de l'homme et du programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme;

5. *Invite* les organismes et institutions des Nations Unies ainsi que des organisations intergouvernementales et non gouvernementales à redoubler d'efforts afin d'assurer la diffusion d'informations sur la Convention et de faire en sorte qu'elle soit mieux comprise;

6. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général¹⁹⁰, et prie ce dernier de lui présenter, à sa cinquante-deuxième session, un rapport mis à jour sur l'état de la Convention;

7. *Décide* d'examiner le rapport du Secrétaire général à sa cinquante-deuxième session, au titre de la question subsidiaire intitulée «Application des instruments relatifs aux droits de l'homme».

82^e séance plénière
12 décembre 1996

51/86. Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

L'Assemblée générale,

Rappelant l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme¹⁹¹, l'article 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques¹⁹², la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants¹⁹³ et sa résolution 39/46 du 10 décembre 1984, sanctionnant l'adoption et l'ouverture à la signature, à la ratification et à l'adhésion de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, et toutes les résolutions pertinentes qu'elle a adoptées par la suite,

Rappelant sa résolution 36/151 du 16 décembre 1981, dans laquelle elle notait avec une profonde préoccupation que des actes de torture étaient commis dans divers pays, reconnaissait la nécessité de venir en aide aux victimes de la torture dans un esprit purement humanitaire et créait le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture,

Rappelant la recommandation formulée dans la Déclaration et le Programme d'action de Vienne, adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme le 25 juin 1993¹⁹⁴, selon laquelle il faudrait, en toute priorité, fournir les ressources nécessaires pour prêter assistance aux victimes de la torture et leur assurer des moyens efficaces de réadaptation physique, psychologique et sociale, notamment grâce à des contributions additionnelles au Fonds

Notant avec satisfaction l'existence et le développement rapide d'un réseau international de centres de réadaptation pour les victimes de la torture, qui joue un rôle important en prêtant assistance à celles-ci, et la collaboration du Fonds avec ces centres,

¹⁹⁰ A/51/415.

¹⁹¹ Résolution 217 A (III).

¹⁹² Voir résolution 2200 A (XXI), annexe.

¹⁹³ Résolution 3452 (XXX), annexe.

¹⁹⁴ A/CONF.157/24 (Partie I), chap. III.

¹⁸⁹ A/CONF.157/24 (Partie I), chap. III.

1. *Accueille avec satisfaction* le rapport du Comité contre la torture¹⁹⁵, présenté conformément à l'article 24 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;

2. *Note avec satisfaction* qu'au cours de la période couverte par le rapport, huit États sont devenus parties à la Convention, ce qui porte à cent le nombre des États parties;

3. *Demande instamment* à tous les États qui ne l'ont pas encore fait de devenir parties à la Convention, à titre prioritaire;

4. *Invite* tous les États qui ratifient la Convention ou y adhèrent, et ceux qui y sont parties et ne l'ont pas encore fait, à envisager de se joindre aux États parties ayant déjà fait les déclarations prévues aux articles 21 et 22 de la Convention et à envisager la possibilité de retirer leurs réserves à l'article 20;

5. *Prie instamment* les États parties de s'acquitter rigoureusement des obligations que leur impose la Convention, notamment celle de présenter des rapports conformément à son article 19, un grand nombre de rapports n'ayant pas encore été présentés;

6. *Lance un appel* à tous les gouvernements pour qu'ils aident le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'examiner les questions se rapportant à la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants et coopèrent avec lui dans l'exercice de ses fonctions, lui fournissent tous les renseignements qu'il demande et répondent favorablement à ses appels urgents;

7. *Approuve* les méthodes de travail du Rapporteur spécial, en particulier s'agissant des appels urgents, réaffirme qu'il faut qu'il puisse réagir efficacement lorsqu'il est saisi de renseignements sûrs et dignes de foi, l'invite à solliciter comme précédemment les vues et les observations de toutes les parties en cause, y compris celles des États Membres, pour élaborer son rapport, et le félicite de la réserve et de l'indépendance dont il continue à faire preuve dans l'exécution de ses tâches;

8. *Souligne* la nécessité d'échanges de vues réguliers entre le Comité contre la torture, le Rapporteur spécial et les autres instances et organes compétents des Nations Unies, de manière à en renforcer encore l'efficacité et la coopération pour les questions relatives à la torture, notamment en améliorant la coordination entre eux;

9. *Félicite* le bureau du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme/Centre pour les droits de l'homme de l'assistance qu'ils ont fournie aux États pour l'établissement de leurs rapports nationaux au Comité;

10. *Demande instamment* aux États parties de prendre pleinement en compte les conclusions et recommandations que le Comité a formulées après avoir examiné leurs rapports;

11. *Demande instamment* à tous les États parties à la Convention de notifier aussitôt que possible au Secrétaire

général qu'ils acceptent les amendements aux articles 17 et 18 de la Convention;

12. *Encourage* le groupe de travail à composition non limitée de la Commission des droits de l'homme chargé d'élaborer un projet de protocole facultatif se rapportant à la Convention à intensifier ses délibérations en vue d'achever rapidement ses travaux;

13. *Exprime sa gratitude et ses remerciements* aux gouvernements, aux organisations et aux particuliers qui ont déjà contribué au Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture;

14. *Lance un appel* à tous les gouvernements, à toutes les organisations et à tous les particuliers qui sont en mesure de le faire pour qu'ils répondent favorablement aux appels de contributions pour le Fonds, si possible de façon régulière et annuellement, avant la réunion du Conseil d'administration du Fonds, et si possible aussi en augmentant sensiblement le montant des contributions versées, afin que l'on puisse envisager de répondre à une demande d'assistance en augmentation constante;

15. *Prie* le Secrétaire général de transmettre à tous les gouvernements les appels de l'Assemblée générale tendant à ce qu'ils versent des contributions au Fonds;

16. *Prie également* le Secrétaire général de continuer à inclure chaque année le Fonds parmi les programmes faisant l'objet d'annonces de contributions lors de la Conférence des Nations Unies pour les annonces de contributions aux activités de développement;

17. *Sait gré* au Conseil d'administration du Fonds de la tâche qu'il a accomplie;

18. *Prie* le Secrétaire général d'aider le Conseil d'administration du Fonds à susciter des contributions et à faire mieux connaître le Fonds, les moyens financiers dont celui-ci dispose actuellement et le montant global des ressources qu'il juge nécessaire de mobiliser sur le plan international pour financer des services de réadaptation au bénéfice des victimes de la torture et, à cette fin, de tirer parti de tous les moyens dont il dispose, notamment en faisant élaborer, produire et diffuser des matériels d'information;

19. *Prie également* le Secrétaire général de veiller à ce que les organes et mécanismes qui luttent contre la torture disposent d'un personnel et de moyens adéquats, à la mesure du ferme appui que les États Membres apportent à cette lutte;

20. *Invite* les pays donateurs et les pays bénéficiaires qui acceptent de le faire à envisager d'inclure dans leurs programmes et projets bilatéraux relatifs à la formation des forces armées, de la police et du personnel médical, les aspects touchant à la protection des droits de l'homme et à la prévention de la torture;

21. *Prie* le Secrétaire général de présenter à la Commission des droits de l'homme lors de sa cinquante-troisième session et à elle-même lors de sa cinquante-troisième

¹⁹⁵ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante et unième session, Supplément n° 44 (A/51/44).

session un rapport sur l'état de la Convention et un rapport sur le fonctionnement du Fonds;

22. *Décide d'examiner les rapports du Secrétaire général et du Comité contre la torture à sa cinquante-troisième session, au titre de la question subsidiaire intitulée «Application des instruments relatifs aux droits de l'homme».*

82^e séance plénière
12 décembre 1996

51/87. Application effective des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, y compris l'obligation de présenter des rapports à ce titre

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 50/170 du 22 décembre 1995 et les autres résolutions pertinentes,

Rappelant également les paragraphes pertinents de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne, adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme le 25 juin 1993¹⁹⁶,

Réaffirmant que l'application intégrale et effective des instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme est d'une importance majeure pour les efforts que l'Organisation déploie, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme¹⁹⁷, pour promouvoir le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Considérant que le bon fonctionnement des organes créés en vertu d'instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme est indispensable à l'application intégrale et effective desdits instruments,

Consciente de l'importance de la coordination des activités relatives à la défense et à la protection des droits de l'homme menées par les organismes des Nations Unies qui s'occupent des droits de l'homme,

Notant avec satisfaction les initiatives prises par un certain nombre d'organes créés en vertu d'instruments internationaux en vue de mettre au point, dans le cadre de leur mandat, des mesures d'alerte rapide et des procédures d'urgence de manière à éviter que de graves violations des droits de l'homme ne se produisent ou ne se répètent,

Notant avec préoccupation que l'insuffisance des ressources du Centre pour les droits de l'homme du Secrétariat entrave les organes créés en vertu d'instruments internationaux dans l'accomplissement de leur mandat,

Réaffirmant qu'il lui incombe d'assurer le bon fonctionnement des organes créés en vertu d'instruments

internationaux, et réaffirmant également à cet égard qu'il importe:

a) *De veiller à ce que les rapports devant être présentés régulièrement par les États parties à ces instruments soient dûment soumis;*

b) *De mobiliser suffisamment de ressources financières, humaines et aux fins d'information pour surmonter les difficultés qui font actuellement obstacle au bon fonctionnement desdits organes;*

c) *De favoriser la productivité et l'efficacité en améliorant la coordination des activités des organes des Nations Unies qui s'occupent des droits de l'homme, en tenant compte de la nécessité d'éviter les chevauchements inutiles de mandat et les tâches faisant double emploi;*

d) *De considérer, s'agissant d'élaborer tout nouvel instrument relatif aux droits de l'homme, la question du rapport à présenter et celle des incidences financières,*

Prenant acte du rapport du Secrétaire général¹⁹⁸,

1. *Accueille avec satisfaction le rapport que les présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ont présenté sur leur septième réunion, tenue à Genève du 16 au 20 septembre 1996¹⁹⁹, et prend acte de leurs conclusions et recommandations;*

2. *Incite à redoubler d'efforts pour déterminer les mesures propres à assurer plus efficacement la mise en œuvre des instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme;*

3. *Souligne la nécessité d'assurer aux organes créés en vertu d'instruments internationaux des ressources financières et des ressources en personnel et aux fins d'information suffisantes pour leur permettre de fonctionner et, à cette fin:*

a) *Demande de nouveau au Secrétaire général de veiller à ce que des ressources adéquates soient fournies à chacun des organes créés en vertu d'instruments internationaux;*

b) *Demande au Secrétaire général d'utiliser au mieux les ressources existantes et de s'employer à trouver les ressources voulues pour assurer aux organes créés en vertu d'instruments internationaux l'appui administratif dont ils ont besoin, la possibilité de faire appel à des experts techniques et l'accès aux bases de données et aux services d'information en direct qui leur sont nécessaires;*

c) *Prie le Secrétaire général de présenter un rapport sur la question à la Commission des droits de l'homme à sa cinquante-troisième session et à elle-même à sa cinquante-deuxième session;*

¹⁹⁶ A/CONF.157/24 (Partie I), chap. III.

¹⁹⁷ Résolution 217 A (III).

¹⁹⁸ A/51/425.

¹⁹⁹ A/51/482, annexe.